



# Conférence régionale

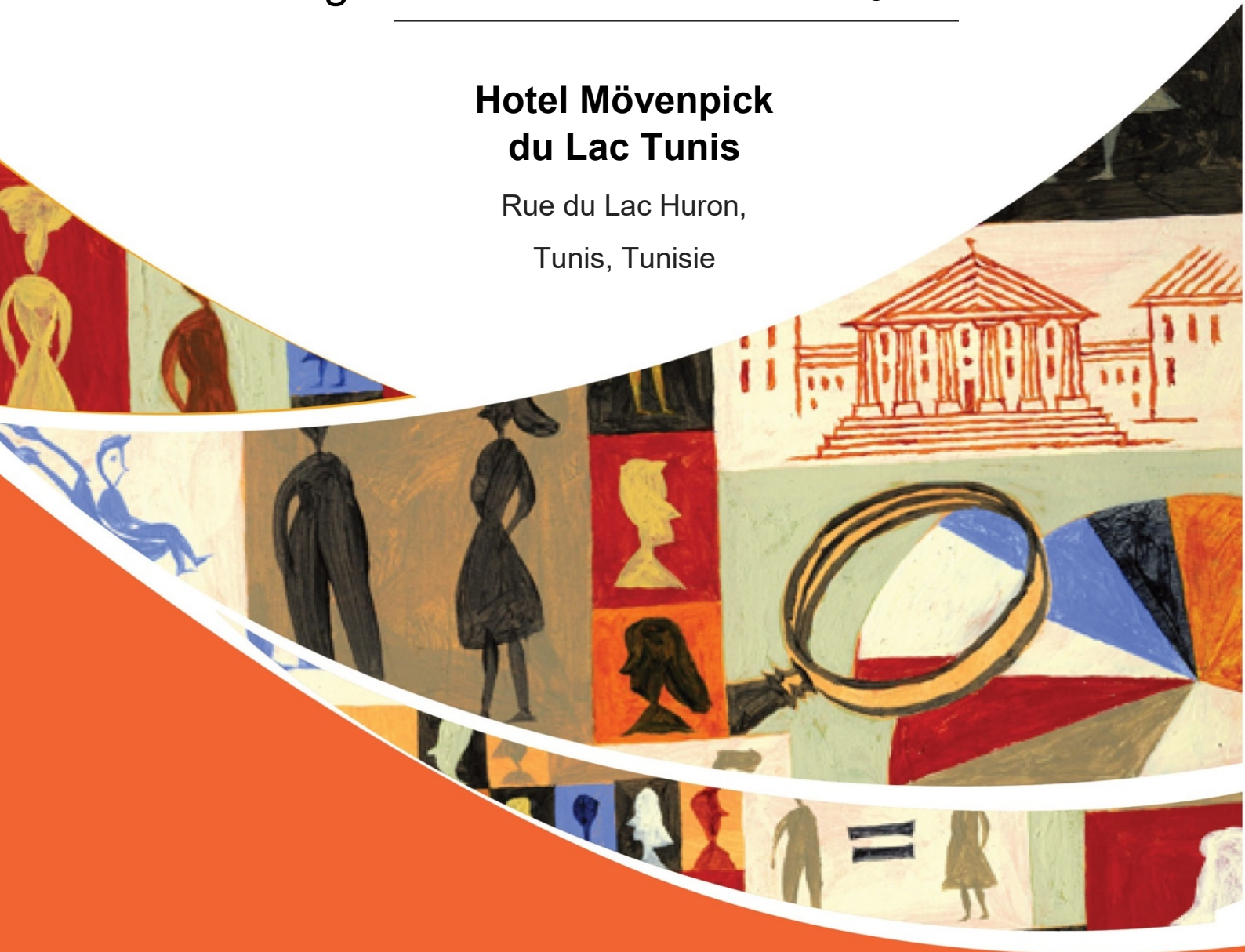
« Promouvoir l'égalité hommes-femmes dans la vie publique »

Programme

12 juillet 2019

**Hotel Mövenpick  
du Lac Tunis**

Rue du Lac Huron,  
Tunis, Tunisie



MENA - OECD  
Governance Programme



Middle East and North Africa  
Transition Fund



OECD

BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES

## Contexte

À l'échelle internationale, les gouvernements se sont engagés à promouvoir l'égalité des genres entre les femmes et les hommes, avec l'aide d'instruments internationaux aussi bien que des politiques nationales. En effet, atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes est un défi mondial qu'aucun pays dans le monde n'a réussi à totalement relever. Pourtant les enjeux sont considérables : on estime par exemple qu'accroître le taux d'activité des femmes au même niveau que celui des hommes produirait 12 milliards de dollars US, soit 26 % du PIB mondial d'ici 2025.

L'égalité entre les genres n'est pas uniquement un facteur crucial pour la croissance économique, mais également pour la cohésion sociale et le bien-être. La place de la femme dans la politique nationale reste réduite et donc la représentativité des femmes constitue un enjeu fondamental. La pleine participation politique des femmes et des hommes est par conséquent essentielle au pouvoir décisionnel à l'échelle nationale.

Dans la région MENA, la proportion de femmes dans les parlements est de 18,1% en janvier 2019 pour les deux chambres. Elle reste bien en-dessous de la moyenne mondiale de 24,3%, et de la moyenne OCDE de 28,8% en 2017. C'est donc dans ce contexte que s'inscrivent les efforts des gouvernements pour atteindre l'égalité entre les genres, et particulièrement du leadership féminin et de la représentativité politique des femmes.

En ce qui concerne la présence des femmes au sein du pouvoir législatif, plus de 20% des sièges dans la Chambre des Représentants du Parlement du Maroc sont désormais occupés par des femmes, 34% en Tunisie, 15.4% en Jordanie et 14.9% en Égypte. Le Maroc a accordé un quota de 27% et de 30% de sièges aux femmes, respectivement au niveau communal et au niveau régional. L'effectivité de ces mesures est évidente au niveau des conseils régionaux qui atteint une représentativité féminine de 38%. En Tunisie, les femmes ont obtenu 47% des sièges dans les élections locales en 2018 et presque 29% en Jordanie en 2017.

## À propos de la Conférence

Cette conférence régionale s'inscrit dans le cadre du projet du fond de transition MENA « Vers des gouvernements inclusifs et ouverts : promouvoir la participation des femmes dans les parlements et dans l'élaboration des politiques ». Celui-ci a été lancé en 2015 au Maroc, en Égypte et en Jordanie et en 2016 en Tunisie. La conférence est conçue en continuité avec les réunions régionales annuelles (à savoir Madrid 2015, Bahreïn 2015, Jordanie 2016, Égypte 2017 et Maroc 2018) du Groupe de travail de l'OCDE sur l'égalité des genres dans la vie publique.

La conférence sera l'opportunité de discuter des conclusions préliminaires du rapport sur la participation politique des femmes au niveau national pour la Tunisie. Cette conférence offre une plate-forme multidisciplinaire pour les discussions et les échanges de bonnes pratiques entre les pays de la région MENA, de l'OCDE et du G7 en mettant à profit le gouvernement ouvert pour renforcer la participation des femmes aux parlements, pour rendre les parlements plus ouverts et plus sensibles vis-à-vis de la question du genre, pour encourager la participation des femmes à l'élaboration des politiques publiques, et enfin pour promouvoir la mise en réseau des femmes parlementaires dans la région et dans les pays de l'OCDE.

La conférence réunira un groupe interdisciplinaire d'intervenants et de participants, des hauts cadres de l'administration publique, des parlementaires, des dirigeants des partis politiques, des élus de conseils locaux, des représentants d'organisations internationales dans le domaine du développement, des universitaires, des représentants d'organisations de la société civile, et des représentants de groupes de défense des droits des femmes.

# PROGRAMME

## Conférence régionale

12 juillet 2019

09:30 – 10:00		ACCUEIL DES PARTICIPANTS
10:00 – 10:50	SESSION 1	<b>ALLOCUTIONS D'OUVERTURE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>– <b>Mme Tatyana Teplova</b>, Cheffe de l'Unité pour l'égalité femmes-hommes et l'inclusivité – Direction de la Gouvernance Publique – OCDE</li><li>– <b>Mme Faouzia Ben Fedha</b>, Vice-présidente de l'Assemblée représentantes du peuple – ARP</li><li>– <b>S.E.M. Néziha Labidi</b>, Ministre de la Femme de la Famille de l'Enfance et des Seniors</li></ul> <b>PRESENTATION DES CONCLUSIONS PRELIMINAIRES DU RAPPORT</b> <ul style="list-style-type: none"><li>– <b>Mme Jinan Limam</b>, experte des questions de genre en Tunisie</li></ul>
10:50 – 11:50	SESSION 2	<b>MENER UNE CAMPAGNE ELECTORALE REUSSIE AU NIVEAU NATIONAL</b> <p>Alors que les élections législatives du 6 octobre 2019 se rapprochent en Tunisie, les femmes candidates doivent toujours faire face à de nombreuses difficultés pour se faire élire au niveau national. Si la représentativité des femmes au sein de l'Assemblée des représentants du peuple augmente avec chaque élection et que les partis ont l'obligation de présenter des listes paritaires, il reste primordial d'accompagner au mieux les candidates afin qu'elles puissent mener une campagne électorale réussie.</p> <p>Cette session se concentrera sur les outils d'une campagne fructueuse, notamment comment mobiliser les réseaux sociaux et les médias de manière efficace, comment construire sa propre image de candidate et comment mobiliser les soutiens de sa communauté. Cette session offrira des bonnes pratiques et leçons apprises des pays de l'OCDE.</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>– <b>Rim Mahjoub</b>, Députée à l'Assemblée des Représentants du peuple tunisien</li><li>– <b>Elyes Ezzine</b>, Institut Tunisie pour la Démocratie et le Développement</li><li>– <b>Anouar Moalla</b>, Expert en communication et gouvernance publique</li></ul> <p>Discussion</p>
11:50 – 12:50	SESSION 3	<b>COMBATTRE LES VIOLENCES ET LES STÉRÉOTYPES PENDANT LES ELECTIONS</b> <p>La loi fondamentale n° 58 de 2017 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes représente une avancée majeure pour la protection juridique des femmes dans la lutte contre les violences qui leur sont faites, et notamment en ce qui concerne la violence politique. Ce type de violence envers les femmes prend la</p>

		<p>forme de menaces, de harcèlement, d'intimidation, et de l'empêchement de voter pendant les élections. Parfois, des femmes sont aussi mises sous pression après leur prise de fonctions et sont obligés à renoncer à leur poste dans la vie publique. Plusieurs femmes politiques subissent même des violences physiques et sexuelles car elles ne sont pas considérées comme légitimes pour occuper leur position.</p> <p>Quelles sont les formes de violence politique pendant les élections législatives ? Comment les identifier ? Que faire lorsqu'une candidate fait face à cette violence ? Les intervenants discuteront également des approches efficaces en Tunisie et dans les pays membres de l'OCDE afin de promouvoir une réponse et des actions coordonnées par l'ensemble des gouvernements, y compris le parlement, contre la violence politique à l'égard des femmes.</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Bochra Bel Haj Hmida</b>, Membre de l'Assemblée des Représentants du peuple tunisien</li> <li>- <b>Ikhlas Al Zaben</b>, Conseillère locale jordanienne</li> <li>- Un(e) représentant(e) de la Ligue des électrices tunisiennes</li> <li>- <b>Aswat Nissa</b>, Organisation de la société civile tunisienne</li> </ul> <p><b>Discussion</b></p>
<p><b>12:50 – 13:50</b> Séance photos et pause déjeuner</p>		
<p><b>13:50 - 14:50</b></p>	<p><b>SESSION 4</b></p>	<p><b>LE FINANCEMENT D'UNE CAMPAGNE ELECTORALE REUSSIE : QUELS OUTILS POUR LES CANDIDATES ?</b></p> <p>La question du financement des campagnes politiques, au niveau local comme au niveau national, est cruciale pour les femmes candidates, qui font souvent face à plus de difficultés que les hommes à ce sujet. En fonction des régions, les femmes peuvent être limitées dans les méthodes de récolte de fonds qu'il leur est possible d'employer – par exemple, il peut ne pas être considéré acceptable pour une femme de faire du porte-à-porte ou de participer à des événements en soirée.</p> <p>Comment mener des campagnes peu coûteuses tout en restant compétitive ? Quels outils alternatifs sont disponibles pour les femmes candidates afin de récolter des fonds ? Quelles sont les lois et régulations en place et comment peuvent-elles aider les candidates ? Les participants tenteront de répondre à ces questions et d'apporter des pistes de réflexion afin de permettre aux candidates de mener leur campagne sur un pied d'égalité avec leurs homologues masculins.</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Sameh Dammak</b>, Membre de l'Assemblée des Représentants du peuple tunisien</li> <li>- <b>Hasna Ben Slimane</b>, Membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE)</li> <li>- <b>Ikhlas Al Zaben</b>, Conseillère locale jordanienne</li> <li>- <b>Hayat Bouffarrachen</b>, Vice-Présidente de la Chambre des Représentants du Maroc</li> </ul> <p><b>Discussion</b></p>

14:50 – 15:10		Pause-café
15:10 – 16:10	SESSION 5	<p><b>RÔLE DES MÉDIAS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'APPUI À LA REPRÉSENTATIVITÉ POLITIQUE DES FEMMES</b></p> <p>Les contraintes socioculturelles constituent des obstacles qui entravent la participation efficace des femmes dans la prise de décision. En effet, l'image de la femme en politique et la nature même du travail dans ce champ, sont autant de facteurs qui contribuent à délimiter sa marge dans le travail politique. Alors, la question qui se pose est sur le rôle des médias et de l'action de la société civile dans les processus de changement des stéréotypes, sur leur rôle dans la transmission objective de l'image du leadership que joue la femme au niveau politique et dans l'accompagnement et l'appui de la représentativité politique des femmes.</p> <p>Quel est le bilan de la présence féminine et de son évolution dans les médias et dans sous quelle image est-elle présentée ? Avons-nous besoin d'outils, d'institutions pour réguler le travail des journalistes dans leur usage et diffusion de l'image de la femme ? Quel rôle peut jouer la société civile pour améliorer la participation politique des femmes ?</p> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Samia Abbou</b>, Membre de l'Assemblée des Représentants du peuple tunisien</li> <li>- <b>Hayat Bouffarrachen</b>, Vice-Présidente de la Chambre des Représentants du Maroc</li> <li>- <b>Nacyb Allouchi</b>, Représentante de l'association Rayhana</li> <li>- <b>Anouar Moalla</b>, Expert en communication et gouvernance publique</li> </ul> <p><b>Discussion</b></p>
16:10 -16:30		<p><b>REMARQUES DE FIN</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Sana Mersni</b>, Membre du parlement tunisien</li> <li>- <b>Mme Tatyana Teplova</b>, Cheffe de l'unité pour l'égalité femmes-hommes et l'inclusivité – Direction de la Gouvernance Publique – OCDE</li> </ul>